

COMMENT ABORDER LA SEQUENCE ELECTORALE DE 2012 ?

La FASE propose de poursuivre sur les Législatives 2012, l'expérience de l'AGB.

Il faut dire, en préambule, que, malgré les divisions déjà actées au niveau national, nous pensons que l'AGB de l'Yonne peut et doit continuer à vivre. C'est, pour ainsi dire, la raison d'être de la FASE 89.

Nous pensons qu'il est indispensable et possible d'agir en ce sens, de trois façons :

- Continuer à soutenir les luttes et les mobilisations comme nous l'avons fait depuis plusieurs années en tant qu'AGB. Nous nous demandons et nous VOUS demandons quel pourrait être l'obstacle qui nous empêcherait de poursuivre cette démarche.

- Présenter des candidats ensemble pour les Législatives (voir ci-dessous)

- Confirmer et approfondir nos accords passés, notamment la charte de Plombières, et notre expérience de « La gauche qui ne renonce pas » qui nous démarquent clairement du PS.

Nous vous proposons donc de débattre de comment « Une gauche départementale qui ne renonce pas » pourrait aider à une irruption citoyenne et devenir une référence capable de :

- redonner espoir à tous ceux qui osent encore croire à une possible unité des forces anticapitalistes pour une véritable alternative sociale et écologique ;

- redonner envie d'intervenir à tous ceux qui se réfugient dans l'abstention ou le vote FN.

LES LUTTES AU QUOTIDIEN

Nous sommes encore à près d'un an de la séquence Présidentielles-Législatives. Et pourtant nous ne parlons que de cela. C'est dans les médias. C'est dans les travaux et dans les déclarations des organisations politiques.

La FASE 89 souhaite que les forces de la gauche alternative ne consacrent pas toutes leurs forces à ces campagnes au détriment de l'ensemble des luttes en cours ou à venir tant au plan social qu'écologique ou humanitaire, tant au niveau local qu'au niveau national ou international, tant sur le nucléaire que sur tout ce qui touche à la croissance et à la consommation, tant sur les luttes traditionnelles que sur l'expression « brouillonne » mais combien intéressante des « Indignés ».

Certes, les élections, quel qu'en soit le niveau territorial, peuvent offrir des perspectives à ces luttes, mais, dans le même temps, c'est au quotidien, au cœur de la réalité des citoyens-électeurs, que peuvent se construire ces perspectives.

En deux mots : les élections peuvent être une perspective et/ou un aboutissement (ouvrant sur d'autres perspectives).

C'est pourquoi, bien que réservé sur la fébrilité qui caractérise le monde politique depuis quelques mois (y compris au sein de notre propre organisation, la FASE) quant à ces élections, nous faisons une proposition à nos partenaires de l'AGB : les partis et les citoyens sympathisants.

LES PRÉSIDENTIELLES

L'hypothèse la plus vraisemblable à ce jour est qu'il y aura plusieurs candidats de la gauche alternative aux Présidentielles (alternative aux pratiques d'accompagnement du système capitaliste).

La candidature de Jean-Luc Mélenchon est d'ores et déjà lancée par le Front de Gauche (que ce FdG soit tel qu'il est actuellement ou qu'il soit élargi à d'autres organisations). Le NPA vient de présenter le sien : Philippe Poutou. Quelques forces militent encore mais sans réelle coordination pour une candidature de rassemblement (au-delà du rassemblement que chacun des candidats prétendra représenter) et pour une poursuite des discussions entre tous.

D'autres candidats ne devraient pas tarder à se déclarer.

Peu de chances d'un changement dans le positionnement des partis. Pas d'explosion sociale à l'horizon qui pourrait changer la donne.

Pourtant, avec les Présidentielles, nous avons l'élection la moins démocratique qui soit.

Chacune de nos organisations critique ce caractère non-démocratique.

C'est l'apothéose du bi-partisme.

Chacun est sommé (même dès le premier tour) de choisir entre blanc et noir. Ou plutôt entre gris foncé et gris clair.

LES LÉGISLATIVES

Chacun s'accorde à reconnaître que, en 2012, ce qui est le plus important en matière d'élections, ce sont les Législatives. Ce sont aussi celles qui sont les plus ouvertes : comparons les chances que nous avons d'une victoire d'un candidat gauche de gauche aux Présidentielles, et les chances que nous avons, collectivement, d'avoir un nombre conséquent de députés.

Bref, nous savons bien que le véritable pouvoir politique au niveau national est à l'assemblée (nous ne parlons pas ici, évidemment, du pouvoir économique).

Nous proposons donc que, quels que soient nos positionnements sur les Présidentielles, nous prenions la responsabilité de nous engager, dans l'Yonne, ensemble sur les Législatives.

Il y a trois circonscriptions dans notre département, proposons ensemble une répartition des candidats entre 3 des organisations de l'AGB : le PC, le NPA et le PG. Des citoyens non-encartés ou des membres de la FASE pourraient être suppléants.

Nous n'ignorons pas que, dans le calendrier, les Présidentielles précèdent les Législatives. Et, nous dit-on, elles peuvent booster les Législatives. Cela est juste, à condition de faire un bon score en dépit des tentations de vote utile dès le premier tour.

Nous pensons que, en retour, une annonce claire dans l'Yonne et dans d'autres départements, AVANT les Présidentielles, sur des intentions de **candidatures « rassemblées et rassembleuses » aux Législatives**, pourrait booster ces Présidentielles et LES candidats de la gauche alternative qui s'y présentent.

DES OBSTACLES

Durant nos échanges sur ces propositions, il a été argumenté que la campagne des Législatives était courte (un mois seulement sépare les résultats de l'élection Présidentielle, du 1^{er} tour des Législatives). Évidemment, si l'on s'en tient à la campagne officielle, c'est exact.

Mais nous ne sommes pas encore dans la campagne des Présidentielles et pourtant on ne parle que de cela. Les candidatures se bousculent au portillon. Les meetings ont commencé.

Par ailleurs, nous notons que le Front de Gauche, par exemple, a annoncé qu'il mènerait conjointement Présidentielles et Législatives. Cela nous semble une proposition intéressante.

Nous proposons, là, simplement de pousser l'audace un peu plus loin pour insister sur la primauté du second scrutin de cette séquence.

Pourquoi ne pourrait-on pas, dès maintenant (ou à la rentrée de septembre) dire aux citoyens, notamment à ceux qui nous ont vus, crus et reconnus ces derniers mois :

« Nous voulons ouvrir une perspective à vos, à nos batailles. Nous avons en commun les grandes lignes d'un projet de société qui remet clairement en cause le capitalisme. Nous ne nous sommes pas entendus sur le nom d'un candidat pour l'Élysée. Mais nous nous proposons, nous vous proposons, d'investir ensemble l'Assemblée Nationale, où se joue l'avenir de notre peuple. »

Nous sommes adultes. Nous devons pouvoir assumer nos divergences sur un point (la Présidentielle) et nous entendre sur un autre point (les Législatives) puisque c'est ce dernier point qui nous semble le plus important.

D'AUTRES OBSTACLES

Nous sommes début juillet. Quelques urgences se manifestent déjà. Et nous savons qu'une réflexion sur cette question mérite du temps.

Nous savons aussi qu'il ne suffira pas de dire que, « sur le principe » nous pouvons envisager d'y aller.

Nous savons qu'une fois franchie cette étape, si nous la franchissons... le plus dur restera à faire car, déjà, les questions fusent dans nos esprits :

- oui mais, comment faire pour le programme ?
- quel contenu ?
- quels candidats ?
- quelle circonscription ?...
- sans parler des questions d'argent que nous développons plus loin.

Évidemment, chacun peut se réfugier derrière l'absence momentanée (ou la crainte) de réponse sur ces questions-là. Chacun trouvera à justifier de ne pas aller plus loin.

Faut-il s'arrêter à cela ?

Cela peut être une question d'ego. Mais nous ne voulons pas y croire.

UN CALENDRIER

Il y aura donc des obstacles. C'est certain. Comme il y en a eu aux Régionales, même (et peut-être surtout) après le consensus de Plombières. Nous les avons franchis un par un.

Nous proposons donc de les aborder un par un. Fixons ensemble un calendrier du possible :

- sommes-nous d'accord sur le principe ? disons-le avant les départs en vacances
- quel contenu ? travaillons dans l'esprit de la charte de Plombières, adaptons-la aux conditions des Législatives, élargissons-la
- quelle circonscription pour chacun, quel(le) candidat(e) ? évidemment, c'est à voir ensemble et ce ne sera pas simple

Nous n'ignorons pas les problèmes que cela peut poser dans les rapports au national pour chaque organisation. Mais si notre perspective est de présenter, dans l'Yonne, une configuration large à laquelle chacun fait référence dans ses textes, ce dernier obstacle pourra être franchi aisément.

LA QUESTION DES FINANCES

On aurait pu avancer (et comprendre) une proposition plus radicale : 3 candidats dits « de la société civile » qui seraient soutenus par les partis et l'AGB.

Mais, qu'on le regrette ou non, nous ne pouvons ignorer la façon dont chacune des organisations gère, nationalement, sa participation aux élections.

Ce n'est pas qu'une question de finances, mais c'est aussi cela.

Le financement de la vie politique, ce n'est pas qu'une opportunité de magouilles. C'est surtout, dans nos sphères d'organisations qui œuvrons dans l'intérêt des populations les plus pauvres,

la possibilité d'agir, d'organiser, de communiquer, etc.

Ainsi, la candidature des antilibéraux du Sénonais en 2007 (Ladrance-Pacco) qui n'a fait « que » 3,09% (le minimum requis pour en bénéficier est de 1%) perçoit tous les ans durant la législature 2007-2012, le « financement des partis politiques » (à hauteur de plus de 2300 € par an). Pour précision : ce financement est versé par SEGA (l'association de financement des Alternatifs) à La Gauche qui ne Renonce pas à Auxerre qui l'a déjà mis à plusieurs reprises au service d'actions de rassemblement de notre AGB par exemple.

On peut comprendre donc le souci, pour les organisations politiques, de se donner les moyens de vivre et d'agir.

Précisons que le montant de ce type de financement de la vie politique est, notamment, proportionnel au score du candidat.

Une autre forme de « financement » de l'action politique est de configurer la participation aux élections de façon à se voir rembourser les frais électoraux (bulletins, affiches, propagande...).

Par exemple, notre campagne des cantonales sur 12 cantons a occasionné quelque 20000 € de dépenses (vingt mille). Or, parce que nous étions unis, nous avons réalisé partout plus de 5% et nous allons obtenir le remboursement de tout ce qui était remboursable (14000 € environ).

Si nous jetons un œil sur les résultats des Législatives de 2007 (voir document joint) nous constatons qu'aucun des candidats présentés par la gauche de gauche n'a atteint la barre des 5% nécessaire au remboursement. Alors que le total de leurs voix était de plus de 6% sur la première circonscription et sur la deuxième, de plus de 5% sur la troisième.

Un score de 6% sur la candidature « anti-libérale » du Sénonais aurait permis un versement global de 11500€ entre 2008 et 2012.

DISCUTONS DONC DE TOUT CELA.

NOUS POUVONS, ÉVIDEMMENT, VENIR DÉFENDRE CE POINT DE VUE DE LA FASE DEVANT VOS INSTANCES RESPECTIVES.

AUXERRE, LE 1^{ER} JUILLET 2011

**POUR LA FASE 89 :
PIERRE LAGUILLAUMIE
ANDRÉ PACCO**